



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

**Systems Software Procurement Division / Division des
achats des logiciels d'exploitation**

11 Laurier St. / 11 rue, Laurier

4C1, Place du Portage, Phase III

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Title - Sujet EA SOLUTION	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-160999/A	Amendment No. - N° modif. 004
Client Reference No. - N° de référence du client 20160999	Date 2015-12-02
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EE-027-29572	
File No. - N° de dossier 027ee.EN578-160999	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-12-15	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: MacCuaig, Shannon	Buyer Id - Id de l'acheteur 027ee
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-2625 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 953-3703
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

LA PRÉSENTE MODIFICATION VISE À RÉPONDRE AUX QUESTIONS SOULEVÉES PAR L'INDUSTRIE

Question 17 : Le terme « développeur » est utilisé dans le document de DP. Cette DP est destinée à un logiciel qui a déjà été conçu. Est-ce que ce terme détermine un architecte d'entreprise, un architecte de processus ou un architecte technique, il s'agit des différents rôles ou personnes qui participent à la conception des modèles d'architecture d'entreprise et à ses composantes. En quoi ce rôle est-il différent de celui d'un administrateur de système?

Réponse 17 : Le rôle du développeur consisterait à configurer l'outil et à ajouter possiblement un code sur mesure pour améliorer cet outil, un terme assez normalisé. Ne rien changer ici.

Question 18a : En raison du nombre important d'exigences obligatoires et qualifiées ainsi que du recoupement nécessaire de ces références avec des documents ou des captures d'écran supplémentaires afin de prouver la conformité de notre demande de date butoir pour que cette DP soit reportée au 8 janvier 2016.

Question 18b : Compte tenu du temps que cela a pris avant que les questions et les réponses ne soient affichées, nous demandons respectueusement une prolongation de la période des questions jusqu'au 7 décembre et un report de la date de clôture au 29 décembre.

Question 18c : Réf: Open - sollicitation Date de fermeture

Compte tenu du nombre d'exigences obligatoires et cotées détaillées qui doivent être examinés et pris en charge avec l'appui de la conformité technique, nous demandons une prolongation de la date de clôture de l'offre de 3 semaines (au 29 Décembre, 2015) pour permettre assez de temps pour adéquatement aborder et répondre pleinement à cette sollicitation.

Réponses 18a et 18b et 18c : Le Canada a reporté la date de clôture des soumissions au 15 décembre dans la modification 003.

Question 19 : M6- La solution AE doit utiliser un répertoire partagé unique au sein du réseau du Ministère ou de l'Agence pour stocker, retirer, effectuer des recherches et demander de l'information envers des fichiers, des objets, des diagrammes et des données.

Cela signifie-t-il que l'ASFC n'a pas l'intention de posséder différents répertoires (p. ex., pour différents projets ou des répertoires avec référence, des répertoires de conception de l'architecture approuvée)? Ou cela signifie-t-il que tous les types d'artéfacts de l'architecture doivent être stockés dans un répertoire unique? Veuillez préciser.

Réponse 19 : Cela signifie que tous les types d'artéfacts de l'architecture doivent être stockés dans un seul répertoire.

Question 20 : M12 – Veuillez préciser la formulation suivante *doit permettre les utilisateurs autorisés à effectuer des sauvegardes et des restaurations dans le répertoire de données choisi par le gouvernement du Canada*.

Réponse 20: Il devrait changer pour *les utilisateurs autorisés doivent être en mesure...*

Nouveau M12 – Les utilisateurs autorisés doivent être en mesure d'effectuer des sauvegardes et des restaurations dans le répertoire de données du gouvernement du Canada.

Question 21 : M21 – Veuillez préciser *dans le stockage du répertoire physique*

Réponse 21 : Cela devrait être *répertoire de stockage physique*

Nouveau M21 – La solution AE doit être en mesure de déterminer et d'effectuer le suivi des objets et des attributs dans le répertoire de stockage physique.

Question 22 : M26 – Veuillez fournir une liste des événements dont l'ASFC prévoit un suivi. Veuillez préciser ce que signifie *où l'événement a eu lieu*.

Réponse 22: Journal d'audit normalisé. Suivi des modifications des objets. Supprimez *où l'événement a eu lieu*.

Nouveau M26 – La solution AE doit fournir aux utilisateurs la fonctionnalité pour créer des vérifications des registres qui contiennent de l'information, à un seuil minimal, déterminer le type d'événement qui a eu lieu, le moment où l'événement a eu lieu (date et heure), la cause de l'événement et l'identité des utilisateurs ou des objets liés à l'événement.

Question 23 : M28 – Est-ce que cette exigence pour maintenir des configurations initiales concerne les configurations du contenu architectural ou les configurations des outils?

Réponse 23 : Les configurations du contenu architectural

Question 24 : M30 – cette exigence ne précise pas la création, ne devrait-on pas plutôt lire aucun, création, lecture, mise à jour ou suppression?

Réponse 24 : Ajouter création

Nouveau M30 : La solution EA doit fournir aux administrateurs la fonctionnalité pour les aider à attribuer des droits d'accès à un utilisateur et à un groupe, ainsi que les attributs alloués à ces objets. Les contrôles d'accès doivent comprendre : aucun, création, lecture, modification (changement) et suppression.

Question 25 : M33 - Veuillez définir le terme administrateur local

Réponse 25 : M33 – Veuillez éliminer local

Nouveau M33 : La solution EA doit fournir aux administrateurs la fonctionnalité de gérer les comptes des utilisateurs et configurer les droits d'accès.

Question 26 : M42 – Veuillez confirmer que le fait de fournir une personne ressource pour des unités opérationnelles distinctes ou séparées au sein de la même entreprise ou organisation respecterait cette exigence.

Réponse 26 : S'il s'agit de noms pour des projets ou des échéanciers distincts et qu'il n'y pas deux personnes ressources pour le même travail.

QUESTION 27a : RE: Section 3.2 (b) (ii) Justification de la conformité technique « La justification peut faire référence à des documents supplémentaires présentés avec la soumission déposée – cette information peut être mentionnée dans la colonne « Référence » des formulaires 2 et 3... »

Puisque les documents supplémentaires soumis avec la soumission pourraient représenter un nombre important de pages, est-ce que le Canada permettrait aux soumissionnaires de fournir ces documents électroniquement (p. ex., sur CD, sur DVD ou sur une clé USB) pourvu que les soumissionnaires fournissent bien cinq (5) copies (c.-à-d., équivalent au nombre requis de copies papier de la soumission technique)?

QUESTION 27b:

Alors que nous peaufinons notre proposition, notre documentation justificative fait plus de 600 pages au total. Afin de réduire le nombre de pages imprimées, nous prévoyons uniquement imprimer les pages qui comprennent du matériel pertinent à la justification de notre proposition (c.-à-d., nous n'imprimerons pas les pages qui ne sont pas précisément citées en référence à l'appui de notre réponse technique). Bien entendu, l'ensemble des documents sera fourni dans la soumission électronique. J'ai consulté les instructions de préparation des soumissions, et il ne semble pas y avoir de problème, mais je voulais confirmer que cette approche est acceptable.

REPONSES 27a and 27b: Oui. L'évaluation utilisera uniquement les éléments applicables à l'annexe A et disponibles sur copies papier et électroniques.

Question 28 : Ref: 1,2 nominale. a) b) et c) - Agence des services frontaliers du Canada est le client initial qui va utiliser la solution EA (la «solution logicielle»). Toutefois, cette demande de soumissions permettra également au Canada de faire la solution logicielle disponible à tout ministère ou société d'État (tels que ces termes sont définis dans la Loi sur la gestion des finances publiques) ou toute autre partie pour laquelle le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux est autorisé à Loi de temps à autre en vertu de l'article 16 du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (chacun un «client»). Bien que le Canada peut faire de la solution logicielle à la disposition de tout ou partie des clients, cette demande de soumissions ne fait pas obstacle au Canada d'utiliser une autre méthode d'approvisionnement pour les entités du gouvernement du Canada avec les besoins identiques ou semblables.

Question: Cette sollicitation décrit plus de 46 exigences obligatoires et 86 exigences cotées qui correspondent à des configurations spécifiques de l'ASFC par exemple M-13 utilisation de Archimate, M-43 BPEL 2.0 soutien, M-11 UML comme un standard EA. Ces configurations ne sont pas représentatifs des normes du gouvernement du Canada dans son ensemble, et la langue qui définit les «besoins semblables» est ambiguë. De même, la conséquence involontaire du terme est la création de normes «douces» et invite le détournement du contrat. Nous demandons officiellement que ce terme soit retiré de la sollicitation.

Réponse 28: Non, ce ne sont pas les normes de l'ASFC, ils sont universellement acceptée normes d'architecture et la majorité des grands fournisseurs peut répondre à cette exigence.

Question 29 : Réf: 7.26 Données de l'homme: «Le gouvernement a des droits illimités vers tous les documents / matériel produit en vertu du présent contrat Tous les documents et matériaux, afin d'inclure le code source de tout logiciel, produit en vertu du présent contrat est la propriété du gouvernement et

sont la propriété de la. Gouvernement avec tous les droits et privilèges de la propriété / copyright appartenant exclusivement au gouvernement. Ces documents et le matériel ne peut être utilisé ou vendu par le contractant sans autorisation écrite de l'officier contractant. Tous les matériaux fournis au gouvernement doit être la propriété exclusive de la Gouvernement et ne peut être utilisée à d'autres fins. Ce droit ne supprime pas tous les autres droits gouvernementaux ".

Question 15: Cette sollicitation est définie comme une exigence de logiciels COTS. La demande pour les Droits de données conformément à l'article 7.26 viole standards droits de propriété intellectuelle et de copie de l'entrepreneur, et ne peut être acceptée. Demander la clause être supprimée dans son intégralité à partir de cette sollicitation ou que la partie référencement code source du logiciel (comme souligné ci-dessous) être retiré.

Réponse 29: Le Canada accepte de retirer "d'inclure le code source de tout logiciel" de 7,26 comme suit:
À l'article 7.26:

SUPPRIMER: "d'inclure le code source d'un logiciel"

Question 30 : Réf: O-08 - Le référentiel EA solution doit permettre à l'utilisateur d'importer et exporter des données vers et à partir d'architecture tout compatible ODBC (V3.5 ou supérieur) application.

Question: Pouvez-vous s'il vous plaît fournir des cas d'utilisation (s) qui décrit cette exigence.

Réponse 30: Importation / Exportation de / vers un outil d'AE à un autre, ou d'une autre base de données / tableur.

Question 31 : Réf: O-11 - "La solution EA doit permettre à l'utilisateur de modéliser en UML 2.x ou tard la version, une disponibilité de tous UML

symboles, et doivent inclure la possibilité de créer des profils UML ".

Question 17: Version UML est encore une norme viable qui est utilisé par un certain nombre de ministères aujourd'hui. Demande de changer l'exigence de base à "La solution EA doit permettre à l'utilisateur de modéliser en UML version 1.4 avec la possibilité de passer à 2.X ou tard".

Réponse 31: Non

Question 32 : Réf: O-13 - "La solution EA doit permettre à l'utilisateur de mettre en œuvre de nouveaux cadres, y compris TOGAF 9.x et Archimate et de modifier les cadres existants et la modélisation de langues, y compris des vues personnalisées et des méta-modèles sous-jacents, sans nécessiter de composants logiciels supplémentaires, fournitures ou des licences de logiciels"

Question: Cette exigence ne représentant du gouvernement du Canada Archimate est pas une norme définie. Nous demandons respectueusement être déplacé à une exigence cotée que l'inclusion de Archimate combiné avec la clause de plusieurs ministères limite son applicabilité et limite la concurrence ouverte.

Réponse 32: Non, la Couronne ne sera pas accepter le changement demandé.

Question 33 : Ref O-43 - La solution EA doit fournir un soutien pour BPEL 2.0.

Question: Peut la Couronne s'il vous plaît fournir des cas d'utilisation pour BPEL 2.0 soutien.

Réponse 33: La Couronne va supprimer l'exigence O-43.

Question 34 : Ref: Section 3.3 Section II: Soumission de gestion

Question : Section 3.3, Il exige que dans l'offre de gestion, les soumissionnaires doivent décrire leur capacité et expérience, l'équipe de gestion de projet et de fournir un contact (s) du client. Toutefois, cette

Offre gestion est pas référencé dans la préparation des soumissions 3.1 Instructions 1) de copies de l'offre. Dans 3.1 préparation de la soumission de la section a) il est fait référence à la Section I: Soumission technique, Section II soumission financière et la Section II Certifications. Pouvez-vous s'il vous plaît confirmer que l'intention est d'inclure une section de gestion des enchères et le nombre de copie papier et la copie des réponses souples nécessaires dans la présentation.

Réponse 34: Section 3.3 Section II: Soumission de gestion et supprimer. Voir modification #003, Question/Reponse #13.

Question 35 : Ref: Section 3.2 Offre technique (b) (ii) justifier la conformité technique
Nécessite soumissionnaires de répondre aux exigences obligatoires et cotées à l'annexe A tableaux A et B. Il continue de demander que les soumissionnaires de remplir les formulaires 3 et 4 », qui est le format requis pour fournir la justification". Formulaires 3 et 4 sont essentiellement des listes de chaque élément obligatoire et classé dans les tableaux A et B.

Question: Il est de notre intention d'avoir une section dans notre proposition pour chacun des tableaux A et B avec chaque élément obligatoire et classé avec une réponse. La réponse et la justification pour chaque comprendront un texte et, le cas échéant, comprendra le nombre que la confirmation de même peut être trouvé dans les documents techniques de référence, nous pouvons inclure dans notre réponse de la page - qui sera dans une annexe. En d'autres termes notre réponse au tableau A et B contiendra toutes les justifications nécessaires, et le tableau A et B et leurs sous-sections apparaîtra dans notre Table des matières.

Cela semble faire Formulaires 3 et 4 superflu, et si nécessaire, nous aurions simplement se référer / REPRISE notre Table des matières dans ces formes. Pouvez-vous s'il vous plaît confirmer que dans ce cas Formulaires 3 et 4 ne serait pas nécessaire?

Réponse 35: Réponse: Par l'article 3.2 b) ii), le Canada affirme que les formulaires 3 et 4 sont le format «demandé» pour fournir la justification, par conséquent, l'utilisation de formulaires 3 et 4 ne sont pas nécessaires.

Question 36 : Réf: Sec en option Software Support - "(iii) en option Support Software et 7,20 Software License Maintenance et support - « Si le Canada exerce son option de prolonger la période de soutien du logiciel, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix annuelle ferme énoncées à l'annexe B - Tableau 4, payable à l'avance, FAB destination, y compris tous droits de douane, taxes applicables en sus. Si supplémentaires utilisateurs de licences de développement et de lire Seuls les utilisateurs de licences sont achetées pendant la période de soutien du logiciel, le Canada paiera le prix applicable pour l'entretien et le soutien de ce nombre d'utilisateurs, divisé par 12, multiplié par le nombre de mois entiers ou partiels restant dans le Logiciel période de soutien (afin de refléter le fait que les services de maintenance et de support seront fournis uniquement pour les utilisateurs pour une année partielle).
Question: Notre licence comprend 12 mois d'entretien et de soutien dans le cadre du coût initial de licence et ne peut être éclaté. Demander au terme être modifié pour indiquer que «le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme annuelle figurant à l'annexe B -. Tableau 4 ... taxes applicables en sus Si les licences de développement supplémentaires sont achetées pendant la période de logiciels, le Canada appliquera un pro- prix l'année suivante suite à l'acquisition de la licence classé, et pendant la période de soutien à l'aligner sur une date anniversaire commune.

Réponse 36: Le Canada ne sera pas modifier les modalités à 7,8 ou 7,20.

Question 37 : Réf 7,25 - Résiliation pour convenance

Question : Proposer l'inclusion de clauses types de résiliation pour raisons de commodité pour les logiciels de maintenance et de support comme suit "Nonobstant la résiliation des dispositions de

proximité contenue à l'article 32 de 2030 - Conditions générales - besoins plus complexes - biens, les parties conviennent que dans le cas de la résiliation des services pour la commodité du Canada pour lequel un paiement anticipé a été effectué, charge jusqu'à la date de résiliation sera calculé sur une base pro-rata d'une année de douze mois et un mois de trente jours. L'entrepreneur doit rembourser immédiatement au Canada la partie non liquidée du paiement de l'avance et payer au Canada à partir de la date du paiement anticipé jusqu'à la date de remboursement ".

Réponse 37: Le Canada accepte d'inclure le libellé proposé comme suit:

À l'article 7.25:

INSERT: "Nonobstant la résiliation des dispositions de proximité contenue à l'article 32 de 2030 - Conditions générales - besoins plus complexes - biens, les parties conviennent que dans le cas de cessation de services pour la commodité du Canada pour lequel un paiement anticipé a été effectué, les frais jusqu'à la date de résiliation sera calculé sur une base pro rata d'une année de douze mois et un mois de trente jours. L'entrepreneur doit rembourser immédiatement au Canada la partie non liquidée du paiement de l'avance et payer au Canada à partir de la date du paiement anticipé à la date du remboursement.

Question 38 :

M10 La solution EA doit permettre l'importation et l'exportation des modèles, des données, des diagrammes et des formes dans les formats suivants: CSV, XML, XMI et VSD.

- Alors que CSV, XML et XMI sont des normes ouvertes / publics pour format de fichier ou l'échange de données, VSD est une extension de fichier pour un format de fichier graphique vectoriel utilisé par Microsoft Visio. Ceci est un format propriétaire de Microsoft. Il est possible d'examiner un fichier de VSD et de construire un programme de conversion à des fins d'importation. Cependant, pour produire un fichier de VSD à des fins d'exportation (et de savoir qu'il pourrait effectivement être importés par Visio sans erreurs) exigerait une connaissance exclusive des produits internes de Visio et peut enfreindre les brevets / droits d'auteur existants. Pour cette raison, nous demandons que VSD être spécifié comme importation uniquement.

- Nous demandons que "formes" être retirés de cette exigence. Les formes sont généralement élaborés / représenté en format SVG. Alors qu'il est possible de «cartographier» un type spécifique de la forme d'un autre fournisseur à un ou votre propre (c.-forme d'importation représente un processus d'entreprise utilisent donc entreprise la forme de processus de votre logiciel), il est impossible d'importer ou d'exporter la forme spécifique (qui comprend, la couleur, l'ombrage, etc.) en utilisant CSV, XML ou XMI.

Réponse 38: Rejeté

Question 39 :

M27 La solution EA doit fournir aux utilisateurs les fonctionnalités pour générer des enregistrements d'audit pour la liste des événements auditable définis dans M-26 dans un format lisible et le temps corrélée à permettre l'examen et l'analyse.

Aucune liste des événements a été fournie en M26. Veuillez donner.

Réponse 39: L'exigence M26 explique clairement les types d'informations d'événement requis: type d'événement a eu lieu, quand (date et heure) l'événement qui a eu lieu, où l'événement a eu lieu, la source de l'événement, le résultat (succès ou échec) de l'événement, et l'identité d'un utilisateur / objet associé à l'événement.

Question 40 :

M43 La solution EA doit fournir un soutien pour BPEL 2.0.

- BPEL est une technologie plus ancienne rarement utilisée qui a surtout été supplanté par des méthodes

et des technologies (voir discussion ci-dessous à partir des articles publiés en 2006) les plus récents. Pour ces raisons, nous demandons que M43 être supprimé ou modifié pour permettre BPEL 1.1 ou 2.0, ou changé à un des critères cotés.

BPMN a toujours été conçu comme une couche lisible qui cache la complexité de la conception des processus transactionnels dans un langage XML exécutable. En particulier BPMN est destiné à une utilisation avec BPEL (qui est d'OASIS plutôt que l'OMG) et BPMN est livré avec haut-mappings BPEL. Dans un sens, BPMN vise à être le visage amical de BPEL - le visage que l'utilisateur de l'outil voit, laissant le fournisseur de l'outil aux prises avec les complexités obscures de BPEL lui-même. Ainsi, en l'homme, tout succès qui vient à BPMN devrait apporter un succès correspondant pour BPEL. Mais sera-il?

En fait, le contraire est susceptible d'être le cas. BPMN, que ce soit par accident ou à dessein, est si puissant dans son propre droit qu'il rend effectivement BPEL inutile. Dans un sens, un tel niveau de puissance expressive dans BPMN est inévitable, puisque l'intention tout au long a été de permettre la transformation automatisée de diagrammes dans les processus BPEL exécutables. La spécification BPMN va dans de nombreux détails, étayée par des exemples, la façon dont ces transformations peuvent être effectuées (sans doute pour l'utilisation de fournisseurs d'outils).

En outre, l'OMG travaillent sur un "méta" pour BPMN. Bien que cela puisse ne pas inclure disposition du diagramme, un tel métamodèle permettra le contenu d'un diagramme BPMN être stocké sous forme XML standard (comme XMI, le dialecte de XML généré à partir de n'importe quel métamodèle OMG MOF).

Alors, pourquoi utiliser BPEL du tout? Nul besoin de 2 représentations XML équivalentes du même processus. Comme mûrit BPMN, pourquoi ne pas générer des implémentations de processus exécutables directement à partir en technologies des composants tels que J2EE ou .NET?

En fait, les fournisseurs de BPM sont déjà occupés à consolider avec les fournisseurs de plates-formes, dont un grand nombre offrent des outils sophistiqués pour les technologies de composants, y compris l'exposition des composants tant que services Web et l'utilisation de composants atomiques de construire ceux de niveau supérieur. Les vendeurs avec BPM et de composants des outils combinés seront bien placés pour intégrer BPMN dans leurs offres comme une couche directement au-dessus génération composante - si l'existence de BPEL comme une sorte de technologie Moyen-homme va devenir plus difficile et plus difficile à justifier.

Réponse 40: Rejeté, le gouvernement du Canada utilise encore BPEL 2.0.

Question 41:

- a. S'il vous plaît confirmer que seule une liste des logiciels proposés et tous les composants connexes doivent être fournies dans le cadre de l'offre technique.
- b. S'il vous plaît confirmer que la Couronne ne nécessite pas une copie du logiciel proposé et tous les composants pour être inclus dans l'offre présentée

Réponse 41: Nous exigeons la liste des logiciels proposés, des composants connexes, et le matériel.

Question 42 :

S'il vous plaît confirmer que toutes les matières de formation français ne doit être disponible dans les 30 jours d'une autorisation de tâches étant émis et non à la soumission des offres.

Réponse 42: Cela est acceptable.

Question 43:

Dans la DP, comme indiqué ci-dessous, il indique que la solution doit soutenir pleinement le cadre TOGAF et de l'Agence des extensions spécifiques de TOGAF. Aucun détail sur les extensions spécifiques de l'Agence ont été fournis. Donnez votre avis s'il vous plaît.

Réponse 43: Reformuler "La solution EA doit être en mesure de soutenir pleinement le cadre TOGAF".

Question 44:

Pour R-59: La Solution EA devrait avoir la possibilité d'importer et exporter MS Visio 2003 ou plus tard.
2 pts pour Oui, l'importation et l'exportation.

1 pt Oui, seulement l'importation ou l'exportation seulement.

Nous demandons que "et l'exportation à" être retirée et les points être ajusté en conséquence comme nous avons aucun contrôle sur ce gabarit Visio / objets, l'utilisateur peut tenter d'exporter dans Visio et MS Visio est pas un produit à base de méta-exportation vers Visio est pas possible pour la plupart des produits EA.

Réponse 44: Non, il n'y aura pas de changements.

Question 45:

S'il vous plaît préciser la description contenue dans Table3 - livrables en option, Item # 1.

«Services professionnels par la formation en classe technique"

Réponse 45:

La formation est décrit à la section 7.21.

Question 46: S'il vous plaît confirmer que la formation des taux quotidiens doivent inclure tous les coûts (formateurs, matériel de cours, etc.) autres que la fourniture de la salle de formation, du matériel de projection et de postes de travail pour accéder à la solution EA en autonome ou en réseau.

Réponse 46: Le Canada confirme.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS DEMEURENT INCHANGÉES